

L'Invasion et la Libération de la Provence en 1746-1747

Parmi les événements les plus mal connus de la guerre de Succession d'Autriche, il faut sans doute placer au premier rang les opérations militaires qui se déroulèrent, en deux campagnes, entre l'Argens et la Roya, en 1746 et 1747. Voltaire, qui, dans son *Précis du Siècle de Louis XV* s'étend si longuement sur les « malheurs déplorables » du prétendant Charles-Edouard et consacre quinze pages à la bataille de Fontenoy, résume en deux alinéas l'invasion et la reconquête de la Provence. Les historiens modernes ne se montrent pas plus curieux. Les uns se bornent à quelques lignes; d'autres ignorent la conquête du comté de Nice par les troupes françaises, ou n'y font allusion qu'à l'occasion de la paix; quelques-uns même gardent sur ces événements un silence absolu. Aucun ne manque, en revanche, de suivre le développement des opérations de Flandre, et nul n'omet de mentionner les combats de Raucoux et de Lawfeld, les sièges de Berg-op-Zoom et de Maëstricht. Mais la défense des rives de la Siagne, l'assaut de Castellane, la résistance d'Antibes bloquée par les Autrichiens, la reprise des îles de Lérins, il semble que ce soient là de trop minces épisodes pour mériter l'attention de l'histoire.

Et pourtant, c'est le territoire national, et dans une de ses parties les plus vulnérables, que les ennemis avaient envahi à la fin de 1746. Si, selon le plan primitivement établi, les débris de l'armée en retraite s'étaient repliés en arrière du Verdon, c'est toute la Basse-Provence qui tombait aux mains de l'envahisseur. L'escadre anglaise, qui guettait l'occasion, se fût aisément emparée de Toulon et de Marseille, et nul ne peut dire quelles auraient été les conséquences de ces événements. Le gouvernement de Londres, qui avait conçu l'opération, et qui, malgré la saison avancée, avait

insisté à Vienne et à Turin pour son exécution immédiate, entendait bien en recueillir au moins la destruction des deux grands ports méditerranéens.

I. — L'INVASION

Depuis le printemps de 1742, la guerre s'était étendue à l'Italie. Philippe V d'Espagne, à l'instigation de sa femme, Elisabeth Farnèse, née princesse de Parme, avait revendiqué en faveur de son fils Don Philippe, gendre de Louis XV, le Milanais et les duchés de Parme et de Plaisance, et fait débarquer sur les côtes de Ligurie une vingtaine de mille hommes.

Aucune convention particulière ne liant encore l'Espagne et la France, les troupes espagnoles avaient été seules, pendant plus d'un an, à agir dans la vallée du Pô. Ce fut le traité de Worms, conclu sous les auspices de l'Angleterre le 13 septembre 1743, entre Marie-Thérèse d'Autriche et Charles-Emmanuel roi de Sardaigne et duc de Savoie, qui détermina les cours de Versailles et de Madrid à signer, à Fontainebleau, le 23 octobre suivant, un accord conclu sous le nom de *Pacte de famille*, aux termes duquel la France prêtait à l'Espagne le concours de ses armes pour aider l'Infant Don Philippe dans sa conquête. En conséquence, une armée de 30.000 hommes, d'abord sous les ordres du prince de Conti, puis du maréchal de Maillebois, avait été mise à la disposition de l'Infant, qui devait commander en chef les deux armées réunies.

La campagne de 1744 avait commencé trop tard pour avoir d'importants résultats. Il n'en avait pas été de même de celle de 1745, marquée par de brillants succès sur les bords du Tanaro et dans la plaine de Bassignana, ce qui permit aux troupes franco-espagnoles de s'emparer d'Alexandrie, de la citadelle d'Asti et du château de Casal. Charles-Emmanuel, réduit à la défensive, avait vu tomber l'une après l'autre les places fortes qui fermaient l'accès de son royaume, et ne songeait plus qu'à défendre sa capitale, tandis que les Autrichiens, à peine moins déconfits, ne pouvaient sans de puissants renforts espérer opposer une résistance efficace à l'invasion du Milanais.

Or, en l'espace de quelques semaines, la situation respective des deux adversaires allait se trouver renversée. Plusieurs causes y concoururent.

En septembre 1745, l'élection au trône impérial du grand-duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse, puis trois mois plus tard la défection du roi de Prusse permirent à l'Autriche de tourner tous ses efforts du côté de la vallée du Pô : dès le début de 1746, des renforts considérables franchirent les Alpes. Pour tenir tête victorieusement à ces nouvelles forces, Maillebois estimait qu'il lui fallait au moins 80.000 hommes de troupes actives; il ne reçut, renforts compris, que 54.000 hommes.

D'autre part, au cours de l'hiver 1745-1746, une négociation s'était ouverte entre Versailles et Madrid : le marquis d'Argenson proposait d'organiser l'Italie à la manière helvétique, en excluant les Autrichiens de la péninsule; un plan de partage était annexé à ce projet : Charles-Emmanuel recevait le Milanais, et l'Infant Don Philippe les territoires situés à la rive droite du Pô, y compris les duchés de Parme, le Crémonais et une partie du Mantouan. La cour de Turin, avec laquelle d'Argenson négociait secrètement, acceptait de signer les préliminaires d'un accord. L'incompréhension de Madrid fit échouer le projet. Quand Philippe V comprit enfin son intérêt, il était trop tard : l'arrivée des renforts autrichiens avait décidé Charles-Emmanuel à reprendre la partie. Or, pendant toute la durée des négociations, Maillebois avait été invité, sous le sceau du secret, à ne rien entreprendre contre le roi de Sardaigne. Sans doute crut-il trop aisément au succès des pourparlers, car il se laissa surprendre. Le 5 mars, tambour battant, trente-huit bataillons austro-sardes, sous les ordres du général de Leutrum, tombaient sur Asti et enlevaient la place. Cette nouvelle fit l'effet d'un coup de foudre : l'ennemi était en pleine marche sur une armée dispersée, encore dans ses quartiers d'hiver. Il fallut au plus vite regrouper les forces. Mais les Austro-Sardes bénéficiaient de l'offensive : les Français durent se replier sur Novi, tandis que les Espagnols commençaient à évacuer le Milanais et le duché de Parme. Le 15 juin, eut lieu, devant Plaisance, une rude bataille, « la plus longue et la plus sanglante de toute la guerre », écrit justement Voltaire. Il fallut repasser sur la rive droite du Pô.

Sur ces entrefaites, survint la mort de Philippe V, événement qui risquait d'avoir les conséquences les plus graves sur le plan militaire : on se demanda si le nouveau roi, Ferdinand VI, fils d'un premier lit, n'aurait pas quelque répugnance à mettre son armée et son trésor au service d'un demi-frère pour la conquête de deux ou trois duchés italiens. Ces craintes parurent se confirmer, quand on vit arriver à Voghera un nouveau général, chargé par Ferdinand VI de prendre la direction des opérations. Ce n'était autre, en effet, que le marquis de La Mina, qui avait déjà commandé les troupes espagnoles au cours des campagnes de 1742 et 1743, et dont le prince de Conti avait obtenu le rappel en raison de son attitude franchement hostile. Don Jayme Miguel de Gusman, marquis de La Mina, Grand d'Espagne de première classe, chevalier de la Toison d'Or et du Saint-Esprit, avait en qualité d'ambassadeur extraordinaire négocié en France le double mariage de Don Philippe avec Madame Elizabeth, fille aînée de Louis XV, et du Dauphin avec l'Infante Marie-Thérèse. On n'ignorait pas à Versailles quels sentiments animaient le personnage : « indocile aux remontrances et à la raison, grand espagnol par sa haine pour la France, ne doutant de rien et refusant tout », écrit d'Argenson, sa désignation, sur laquelle la cour n'avait pas été consultée, ne pouvait être interprétée que de la façon la plus fâcheuse. Il était muni des pouvoirs les plus étendus : le comte de Gages, qui commandait les troupes espagnoles, devait rester à l'armée, mais en sous-ordre; quant à l'Infant, il ne conservait plus qu'une autorité nominale. Sans qu'il le déclarât ouvertement, La Mina devait ramener l'armée espagnole de l'autre côté du Var dans les meilleures conditions possibles et en gardant l'appui des troupes françaises.

Le mouvement de retraite sur Gênes se poursuivit donc. On y parvint le 23 août. Mais les Austro-sardes, qui suivaient de près, se scindèrent en deux corps : tandis que les Autrichiens, sous les ordres du marquis de Botta-Adorno, continuaient de talonner l'adversaire, Charles-Emmanuel, à la tête de ses Piémontais, remontant la Bormida, s'efforçait de lui couper sa ligne de retraite. La défense de Gênes apparut impossible, et, malgré les supplications du Sénat, il fallut abandonner la ville aux vengeances du vainqueur. Derrière sa double enceinte, elle aurait pu se défendre; elle n'y songea pas. Le 4 septembre, Botta-Adorno entra dans la place

avec ses troupes : il exigea le paiement immédiat d'une lourde contribution de guerre. C'était le début d'un pillage organisé, auquel, trois mois plus tard, « un héroïque sursaut de patriotique fureur » devait mettre un terme (1).



Pendant ce temps, l'armée franco-espagnole poursuivait sa retraite. A chaque étape, l'approche de l'ennemi déterminait son départ. Le 6 septembre, elle s'arrêta à Finale, où elle se regroupa; le 10, elle atteignit Loano; le 16, Porto Maurizio; le 18, San Remo; le 25, Vintimille, où fut laissée une garnison de 1.200 hommes; le 27, le reste de l'armée parvint à Nice. Le Maréchal de Maillebois essaya de se maintenir sur une ligne allant de Sospel à Menton. Il ne put y parvenir, et, dès le début d'octobre, il fallut également évacuer Vintimille. Le 13 octobre, les ennemis s'étant rendus maîtres de La Turbie menacèrent de tourner par la gauche les positions franco-espagnoles. Les deux généraux décidèrent alors d'abandonner le comté de Nice. Le 18, les troupes repassaient le Var et s'établissaient la droite à la mer et la gauche à Saint-Laurent.

Qu'allait faire l'ennemi ?

Des renforts qui ne cessaient de lui arriver laissaient supposer qu'il se préparait à envahir la Provence. Mais on était à la fin d'octobre, et le Maréchal de Maillebois doutait qu'un projet de cette envergure pût être exécuté à une époque aussi avancée de l'année. C'était aussi l'avis — on devait l'apprendre plus tard — de Charles-Emmanuel qui aurait volontiers regardé la campagne comme terminée. Il en aurait été de même des Autrichiens, si le gouvernement anglais n'avait pesé de toute son influence à Vienne et à Turin pour faire décider la poursuite des opérations au-delà du Var : en obligeant Louis XV à prélever sur son armée de Flandre les forces nécessaires pour s'opposer à l'invasion de la Provence, le plan de Londres était de provoquer une puissante

(1) L'expression est de Gaston Broche, dont il faut lire, dans la belle thèse qu'il a consacrée à la *République de Gènes et la France pendant la guerre de la Succession d'Autriche* (3 vol., Paris, 1935), le chapitre intitulé « Gènes sous le talon de l'Autriche », ainsi que les appendices IX et X, pour se faire une idée de ce qu'on a pu prendre pour la politique généreuse de Marie-Thérèse.

diversion, dont l'armée anglaise devait recueillir le principal bénéfice. Le projet accepté, le corps expéditionnaire fut constitué par 46 bataillons et 25 escadrons autrichiens, sous les ordres du général Broun, et par 18 bataillons et un millier de cavaliers piémontais, sous les ordres du marquis Balbian : au total, environ 35.000 fantassins et 5.000 cavaliers, auxquels il fallait ajouter 2.500 Croates ou Varadins.

Pour faire face à cette menace, Maillebois ne disposait que d'une douzaine de mille hommes à peine. Il attendait des renforts, mais ceux-ci n'étaient pas près d'arriver. Restait l'appui de l'armée d'Espagne. Les mauvaises raisons que La Mina alléguait pour se dérober à toute opération concertée montraient assez son éloignement de participer à la défense des frontières françaises. Pressé de s'expliquer sur ses intentions, il déclara au maréchal qu'il n'avait aucune instruction à ce sujet, et que les derniers ordres reçus de Madrid lui prescrivaient de défendre seulement le comté de Nice tant que la prudence le permettrait, après quoi il devait ramener son armée en Savoie. Ce moment était venu, et il avait décidé de se mettre en route le 7 novembre. Maillebois fut atterré. Il rappela tous les efforts consentis par son gouvernement pour concourir aux desseins de l'Espagne, les engagements contractés entre les deux couronnes, les promesses du roi Ferdinand VI à son avènement, il montra le péril menaçant la frontière. Le général espagnol fut inébranlable : il s'en tiendrait à ses instructions. La seule concession qu'il parut faire fut de laisser en Provence une dizaine de bataillons à effectif réduit. On se rendit compte plus tard qu'ils étaient, en fait, destinés à être embarqués pour Naples à la première occasion.

Ainsi réduit à ses seules forces, Maillebois rappela trois bataillons de la vallée de Barcelonnette, que l'approche de l'hiver allait suffisamment défendre, fit lever en Provence dix bataillons de milices, donna des ordres à Marseille pour mettre sur pied les dix Compagnies bourgeoises de la ville, accepta enfin l'offre spontanée de la noblesse provençale de lever à ses frais deux bataillons de 750 hommes chacun, mais malgré ces mesures il lui parut impossible de se maintenir derrière le Var, si les ennemis décidaient de le franchir. Dans cette éventualité, il résolut de jeter 2.000 hommes dans Antibes et 6.000 dans Toulon, puis de se retirer avec le reste, de proche en proche, sur le Verdon et, si

c'était nécessaire, derrière la Durance. Le 13 novembre, après le départ des troupes espagnoles, le maréchal alla établir son quartier général à Grasse. Or, depuis huit jours, son rappel avait été décidé.



En effet, par une lettre datée du 5 novembre 1746, le comte d'Argenson, secrétaire d'Etat à la Guerre, transmettait au Maréchal de Belle-Isle l'ordre de prendre sans plus tarder le commandement de l'armée de Provence (2).

Le Musée de Versailles possède plusieurs portraits du maréchal de Belle-Isle signés d'Anne Nivelon, de La Tour ou de Jean Valade. Le visage est empreint d'une singulière finesse, le regard vif, pénétrant, lumineux, l'air avenant malgré toute la noblesse de l'allure, chaque trait semble révéler une intelligence aussi attentive à comprendre qu'à séduire. Travailleur infatigable, entreprenant, ardent, actif à l'excès, mangeant peu, dormant moins encore, « toujours en action, toujours plein de projets, écrit Voltaire, son corps pliait sous les efforts de son âme ». Belle-Isle avait un frère de neuf ans moins âgé, qu'on appelait le Chevalier. Lieutenant-Général depuis 1742, le cadet passait pour être la Minerve de l'ainé, avec peut-être plus de vues et d'étendue d'esprit; mais en fait leur union avait été toujours intime au point, note Saint-Simon, de ne faire de ces deux frères qu'« un cœur et une âme sans la plus légère lacune ».

En 1746, le maréchal de Belle-Isle avait soixante-deux ans et avait parcouru une carrière prestigieuse. Petit-fils du surintendant Fouquet, il avait porté pendant de longues années le poids de la terrible disgrâce qui avait frappé son grand-père. Entré à dix-sept ans aux Mousquetaires, il avait conquis ses premiers grades au cours des quatorze campagnes de la guerre de Succession d'Espagne. Lieutenant-général en 1731, gouverneur de Metz, il avait joué un rôle de premier plan dans la réorganisation de l'armée, puis s'était brillamment distingué sur le Rhin en s'emparant de Trèves, de la

(2) Le caractère confidentiel de cette lettre (Arch. de la Guerre, vol. 3177, pièce 105, autographe) l'a fait désigner dans la nomenclature du volume sous le titre de « lettre secrète ».

forteresse de Trarbach et de Philippsbourg, succès qui lui avaient valu le cordon bleu. Mais surtout, à la suite de la mort de l'empereur Charles VI, il avait été choisi comme ambassadeur extraordinaire pour représenter la France à la diète d'élection de Francfort. Il s'agissait de porter au trône impérial l'Electeur de Bavière Charles-Albert, et, à cette occasion, Belle-Isle, devenu maréchal de France, avait fait preuve des qualités diplomatiques les plus rares. Au cours d'un voyage qui l'avait conduit dans les principales cours électorales allemandes, il était parvenu à triompher des obstacles dressés par les puissances intéressées au soutien de la maison d'Autriche : le 24 janvier 1742, Charles-Albert de Bavière avait été proclamé empereur d'Allemagne. Créé duc héréditaire par Louis XV et prince du Saint-Empire par le nouvel empereur, Belle-Isle avait encore trouvé le moyen de s'illustrer en Bohême, en parvenant à dégager une armée de 13.000 hommes bloquée dans Prague par 60.000 Autrichiens, et, par une retraite hardie opérée en plein hiver, à la ramener avec vivres, bagages et trente pièces de canon hors de l'atteinte de l'ennemi.

Depuis cette époque, Belle-Isle avait cessé d'occuper le devant de la scène. Sa santé, très éprouvée, exigeait des soins assidus. A la fin de 1744, il avait reçu la mission de préparer la prochaine campagne d'Allemagne. En se rendant à Berlin, le maréchal et son frère étaient tombés entre les mains d'un parti hanovrien et tous deux avaient été conduits en Angleterre, où ils devaient connaître huit mois de captivité. De retour en France, le maréchal avait passé la plus grande partie de l'année 1746 dans sa propriété de Bizy, à l'écart de toute activité politique et militaire. C'est là que le courrier royal était venu lui apporter l'ordre de prendre la direction des opérations de Provence.



Tandis que le chevalier de Belle-Isle se hâtait vers Grasse pour y prendre le commandement de l'armée en attendant l'arrivée du maréchal, celui-ci était reçu en audience royale à Fontainebleau. Le comte d'Argenson était présent. Nous sommes renseignés sur les questions qui furent débattues au cours de cet entretien par un document rédigé par Belle-Isle quelques jours plus tard et

conservé aux Archives du ministère de la Guerre (3). Le maréchal fut mis au courant de la situation militaire, des effectifs en présence et des mesures prévues pour renforcer l'armée : vingt bataillons étaient en marche, mais en raison du retrait des troupes espagnoles, le maréchal réclama un renfort supplémentaire de vingt nouveaux bataillons. Encore estimait-il nécessaire de ne pas perdre un instant. Sur le chapitre — essentiel à ses yeux — des subsistances et du ravitaillement, le maréchal eut avant son départ une longue entrevue avec Pâris-Duverney. Celui-ci n'était pas encore à l'époque le financier tout-puissant, le conseiller de la couronne qu'il deviendra plus tard grâce à l'amitié de M^{me} de Pompadour et aux circonstances de la guerre de Sept ans, mais c'était déjà un personnage considérable, l'égal des plus grands munitionnaires du temps. Depuis plus de trente ans qu'il s'était consacré à l'administration militaire, l'art difficile de faire vivre les armées en campagne n'avait plus de secrets pour lui. L'accord de ce puissant personnage était précieux. Le 18 novembre, après un dernier travail dans le cabinet du roi, Belle-Isle prit congé et, le lendemain, se mit en route, accompagné de deux officiers généraux qu'il avait lui-même choisis : le comte de Mortaigne, maréchal-général des logis, et M. de La Tour, brigadier et major-général de l'Infanterie.

Le maréchal s'arrêta à Lyon afin d'y préparer le transport des premiers renforts qui devaient être acheminés depuis Chalon jusqu'à Tarascon par les voies de la Saône et du Rhône.

Pendant ce temps, à la suite des représentations de la cour de Versailles, le roi d'Espagne s'était résigné à donner l'ordre au marquis de La Mina de suspendre la marche de ses troupes et de se concerter avec le commandement français pour participer à la défense de la Provence au cas où les ennemis franchiraient le Var. La Mina se persuada que la meilleure façon de servir son

(3) Vol. 3178, pièce 9 : c'est un court mémoire en date du 17 novembre 1746 et intitulé : « Observations et demandes du maréchal de Belle-Isle sur ce qui s'est passé au travail où il a été admis le 9 novembre avec M. le comte d'Argenson dans le cabinet de Sa Majesté ».

maître était de désobéir à ses ordres : il prit sur lui de continuer sa marche vers le Nord, dans la pensée que de nouvelles instructions viendraient annuler celles qu'il venait de recevoir (4).

C'est à Avignon, le 27 novembre, que le maréchal de Belle-Isle rencontra le marquis de La Mina. L'entrevue dura plus de trois heures. On peut croire Belle-Isle sur parole quand il écrit à d'Argenson qu'il mit en œuvre toute son industrie pour mettre La Mina en confiance et obtenir son concours. Celui-ci estimait impossible de défendre le Var avec les faibles effectifs dont le commandement français disposait : il n'entendait pas compromettre ses propres troupes dans une action douteuse; les renforts arrivés, il agirait de concert avec le maréchal pour chasser les ennemis du pays, si ceux-ci franchissaient le Var, mais seulement dans ce cas. Tout ce que Belle-Isle put obtenir, c'est que les cinq divisions espagnoles échelonnées depuis Aix jusqu'à Tarascon resteraient sur leurs positions.

Le lendemain, le maréchal était à Marseille. Il y trouva la ville en état d'effervescence : la frayeur possédait les esprits. Il n'eut pas trop de toute son énergie pour mettre un terme à la confusion et raffermir les courages. Il fit garnir de troupes le château d'If et Notre-Dame-de-la-Garde; les batteries de la côte furent pourvues d'hommes et de munitions; enfin, pour avoir des troupes prêtes à secourir la ville en cas d'attaque par terre, il envoya un courrier à La Mina lui demandant de faire avancer à Aubagne la division cantonnée à Aix.

A Toulon, où s'arrêta ensuite le maréchal, les travaux de défense étaient en voie d'achèvement : le chemin couvert était terminé et les ouvrages extérieurs sur le point de l'être; cent quarante pièces de canon garnissaient les remparts. Pour protéger la communication avec Marseille, Belle-Isle établit à Saint-Nazaire et à Bandol des bataillons de gardes-côtes et renforça les batteries du littoral.

(4) Ces instructions sont du 8 novembre 1746. La Mina y répondit le 22, en déclarant qu'à son avis « il n'y avait aucune raison suffisante, du moins pour le moment, qui justifiait le retour de l'armée espagnole vers le Var » : la France ne courait aucun risque d'être envahie, comme le prouvait le temps écoulé sans que l'ennemi eût passé le Var. Comme on le verra, cette opération devait avoir lieu exactement huit jours plus tard.

C'est à Toulon que le maréchal apprit que les ennemis avaient franchi le Var, le 30 novembre, sur six colonnes. Le marquis de Langeron, qui occupait Saint-Laurent, n'avait abandonné ce poste qu'à la dernière extrémité, opérant sa retraite au pas et sans être entamé. Le marquis de Mirepoix, qui tenait Villeneuve, se retira derrière le Loup, ainsi que le bailli de Crussol qui commandait à Vence. Mais ces dernières positions ne tardèrent pas à devenir dangereuses, car il était à craindre que l'ennemi, en longeant la côte, ne tentât de couper aux avant-postes leur ligne de retraite. Ordre leur fut donné de se replier sur Châteauneuf. Le chevalier de Belle-Isle, qui depuis son arrivée avait pris le commandement des troupes, se détermina à quitter son camp de Grasse pour aller s'établir à Montauroux, au camp de Tournon. C'est là que le maréchal rejoignit l'armée le 3 décembre.



Dès le passage du Var par l'ennemi, un courrier avait été dépêché à La Mina, qui, selon ce qui avait été convenu à Avignon, devait mettre ses troupes en mouvement. Il n'en fit rien. Le 6, il se rendit à Tournon pour y déclarer que l'armée espagnole resterait sur ses positions tant que les renforts français ne seraient pas arrivés. Sur les instances de Belle-Isle, il consentit pourtant à envoyer quelques bataillons à Saint-Maximin, mais non sans faire toutes sortes de difficultés sur le choix des postes à occuper. Or, sur ces entrefaites, une lettre du comte d'Argenson vint apprendre au maréchal qu'en raison de la décision prise par les Espagnols de concourir à la défense de la Provence, l'ordre avait été donné de suspendre la marche du reste des renforts. On devine aisément la colère de Belle-Isle et les représentations énergiques qu'il adressa au ministre. La décision sera finalement rapportée, mais privé de l'appui des Espagnols le maréchal se vit obligé d'abandonner sa position de Tournon. Le camp fut levé le 8, et l'armée alla camper d'abord à Lorgues, puis au Luc, laissant seulement deux postes d'observation, l'un à Draguignan, l'autre au col de Callas. En même temps, des dispositions étaient prises pour faire sauter tous les ponts sur l'Argens, depuis l'embouchure jusqu'à Châteauneuf.

Une nouvelle imprévue vint heureusement soutenir l'ardeur du maréchal : l'insurrection victorieuse de Gênes, qui avait contraint les Autrichiens à abandonner la Bochetta et à se retirer à Novi.



Archives et Collections
Raoul et Jean BRUNON

Le Maréchal de BELLE-ISLE (1684 - 1741 - 1762)

Pastel par La Tour
à M. Louis Hirsch - Paris

(Art français, 1937 - n° 181)

Belle-Isle comprit aussitôt tout le parti qu'il y aurait à appuyer énergiquement et sans tarder l'insurrection génoise. « Vous sentez bien, écrivit-il à d'Argenson, que mon premier mouvement serait de faire battre la générale... », mais faute de fourrages, de farines et de moyens de transports, il se trouvait cloué sur place. D'ailleurs les Austro-Sardes allaient prendre l'offensive.

Jusque-là, en effet, l'ennemi n'avait progressé qu'avec une extrême lenteur en raison du mauvais temps qui persistait depuis le début du mois. La Siagne était en pleine crue, et, en se retirant sur la rive droite, Mirepoix avait détruit tous les ponts. Pendant dix jours, l'ennemi demeura sur ses positions. Après l'insurrection de Gênes, les ressources du pays étant presque épuisées, il n'y eut plus que la mer pour assurer le ravitaillement, et la nécessité se fit sentir de porter les troupes en avant pour élargir le cercle des réquisitions. Le 14 décembre, tandis qu'un corps d'armée se portait de Grasse sur Draguignan, un second corps, fort d'environ 2.000 hommes, se mettait en marche vers Castellane, de façon à tourner par la montagne les positions françaises; le lendemain, le gros de l'armée débouchait dans la plaine de Fréjus.

Ces mouvements déterminèrent Belle-Isle à ramener son armée en arrière de l'Argens et à s'établir au Puget, tandis que les hôpitaux de l'armée étaient transférés de Digne à Sisteron. Un fort détachement fut laissé au Luc, et Mirepoix avec la cavalerie prit position à Pignans. A peine ces dispositions étaient-elles prises qu'on apprit coup sur coup l'occupation de Castellane par l'ennemi et la capitulation du fort des Iles Sainte-Marguerite. Pour comble d'infortune, La Mina, à la nouvelle de l'offensive ennemie, fit évacuer Brignoles et Tourves sans même avertir le maréchal. Ce mouvement, qui découvrait inopinément la gauche française, laissait prévoir qu'à la première poussée des ennemis sur la haute vallée de l'Argens, les Espagnols n'opposeraient aucune résistance. Le 21 décembre, le maréchal se rendit à Aix-en-Provence pour s'entretenir avec La Mina en présence de l'Infant Don Philippe.

L'entrevue dura trois heures et reprit dans la soirée. Il y eut un échange de mémoires. Belle-Isle démontra que l'armée ennemie, par les positions qu'elle venait de prendre, pouvait se rendre en huit jours soit sur Toulon, soit sur Aix. Toulon était en état de résister; il n'en était pas de même du bassin de l'Arc. La seule

position permettant de couvrir à la fois Toulon et Marseille était celle de l'Argens, qu'il importait d'occuper en commun. La Mina refusait d'abandonner une position par où devaient arriver les renforts; il estimait téméraire de se hasarder dans une entreprise aussi importante sans disposer des forces nécessaires; surtout il ne pouvait courir le risque d'exposer ses troupes à un échec qui pouvait tout compromettre. Finalement, les Espagnols demeurèrent à Aix, dans le camp du *Cabaret de la Pomme*, et le maréchal dut se résoudre à agir avec les seules forces dont il disposait. Il fut fort heureusement secondé par les difficultés que rencontrait l'ennemi dans sa progression.



Depuis la révolution de Gênes, en effet, l'armée austro-sarde était réduite à vivre sur le pays qu'elle occupait : « le manque de fourrages faisait que l'on n'avait pas les bêtes de charge nécessaires pour le transport des subsistances ou pour en voir apporter au camp par les habitants des environs; aussi le pain des munitions se vendit-il jusqu'à 20 sols, écrit Minutoli. La province d'ailleurs n'abondait qu'en vin; les propriétaires s'étaient enfuis pour la plupart, et le soldat qui abuse de tout, trouvant des caves qui en étaient remplies, après s'être enivré, laissait répandre le reste; il était sans paille et dans l'eau, les équipages sans fourrages, et quoique le pays soit méridional, la rigueur de la saison ne laissait pas de s'y faire vivement sentir ». Ce tableau rapide explique suffisamment l'inaction des ennemis.

Du côté français, la situation n'était pas moins critique. Si l'espèce de terreur panique qui s'était emparée de la Provence à la nouvelle de l'invasion commençait à s'apaiser, le moindre mouvement de l'ennemi en avant pouvait faire craindre les pires désordres. Les lettres que le maréchal recevait des principaux fonctionnaires de Provence, du Dauphiné et du Languedoc exprimaient l'inquiétude générale. A Marseille même, l'esprit de la population était loin d'être excellent. Dans le Languedoc, les protestants s'agitaient : à Montpellier, ils remettaient à l'intendant une pétition rédigée sur un ton presque menaçant. Dans le Dauphiné, on signalait des personnages suspects — *les chapeaux noirs* — qu'on supposait être des prédicants anglais allant à travers

les montagnes et excitant les mécontents à l'insurrection. Que se passerait-il si l'ennemi poussait ses avantages en s'avancant sur la ligne de l'Argens ? Sans doute, il ne tenterait rien tant qu'il ne se serait pas rendu maître d'Antibes, et la place, investie depuis le 19 décembre, tenait toujours.

La question des subsistances et celle des transports exigeaient des mesures immédiates. Sur 500.000 rations promises, il n'en était arrivé que 40.000 à Marseille ou à Tarascon, à la fin de décembre. Les intendants, pressés par Belle-Isle, se rabattaient sur le manque d'argent. En attendant les fonds, le maréchal prit le parti d'emprunter en son propre nom 50.000 écus à la ville de Marseille. Pour réunir les voitures et les bêtes de somme nécessaires aux transports, Belle-Isle écrivit à l'archevêque d'Aix comme président des Etats de Provence, au corps de la noblesse, aux procureurs-syndics du pays. Par ce moyen il parvint à se procurer un certain nombre d'attelages, mais en nombre insuffisant. Encore fallait-il pouvoir nourrir les chevaux, et l'on manquait de fourrages. Or, au même moment, des renseignements sur les mouvements de l'armée ennemie allaient décider le maréchal à hâter ses préparatifs.



Le roi de Sardaigne, dont le quartier-général se trouvait à Nice, faisait, en effet, constituer dans le comté d'importants magasins de vivres et de fourrages. Il y employait les habitants du pays, hommes et femmes, et avait fait réquisitionner la paille de tous les villages, — et jusqu'à la paille des paillasses, disait-on ! Cent cinquante mille quintaux de paille avaient en outre été imposés au Piémont et étaient en route vers Nice. De leur côté, les bateaux anglais débarquaient journellement blés, farines et avoines. Quant à l'armée du comte de Broun, elle devait recevoir par le col de Tende un renfort de 12 bataillons et de trois régiments de cavalerie, dont les deux tiers étaient autrichiens et le reste piémontais ; un corps de 2.000 Varadins était déjà arrivé, et des lettres de Venise et d'Allemagne assuraient que d'autres renforts avaient reçu la même destination. Enfin, Charles-Emmanuel venait de faire lever dans ses Etats une nouvelle milice extraordinaire, dont une partie était destinée à garder les passages qui séparent le comté de Nice

du marquisat de Saluces, et l'autre devait être dirigée sur Gênes : les commissaires préposés à cette levée avaient proclamé de la part du roi qu'on allait mettre tout le pays au pillage et que le produit serait pour le soldat!...

Toutes ces nouvelles — dont certaines demandaient assurément une confirmation — permettaient de penser que l'ennemi avait formé le projet de s'établir fortement dans le massif montagneux qui s'étend entre le Var et la Siagne, de façon à ne pouvoir en être aisément délogé. Belle-Isle comprit le danger, et, dans une lettre qu'il adressa le 8 janvier 1747 au comte d'Argenson, il soumit à la cour quatre projets d'opérations, dont le plus avantageux à ses yeux consistait à franchir l'Argens en force, puis à porter un corps dans l'Estérel, de façon à en fermer tous les défilés, et à occuper fortement Fréjus, Le Muy et Draguignan : l'armée royale tiendrait ainsi tout le pays jusqu'au Verdon, à l'exception du défilé de la région de Grasse dont les ennemis resteraient les maîtres. Belle-Isle estimait qu'il lui suffirait de 12 à 15 jours de subsistances pour exécuter ce projet. Il y voyait en outre l'avantage de pouvoir ravitailler les troupes par mer, soit de Fréjus, soit de Saint-Tropez ou de Toulon, au moyen de barques qui longeraient la côte.

En attendant la décision du roi, Belle-Isle jugea nécessaire de connaître au préalable les sentiments de M. de La Mina sur le projet qui avait sa préférence, mais bien décidé à se passer du concours des Espagnols si la nécessité l'imposait. Il se rendit donc à Brignoles le 9 janvier, afin d'exposer son plan au général allié. Il eut la surprise de trouver celui-ci dans les dispositions les plus conciliantes : non seulement La Mina ne voyait aucun inconvénient à marcher sur l'Argens de concert avec l'armée française, mais il approuvait vivement le projet de pousser sur la Siagne, et même au-delà si les circonstances le permettaient, Belle-Isle ne devait pas tarder à connaître les raisons d'un si heureux revirement. La France était alors représentée à Madrid par un ambassadeur d'une grande habileté, l'évêque de Rennes, Guérapin de Vauréal, avec lequel le maréchal entretenait d'anciennes relations. Il lui avait écrit à deux reprises — les 22 et 23 décembre — pour lui signaler la mauvaise volonté évidente de son collègue et lui demander de faire une démarche auprès du roi Ferdinand VI à ce sujet : aux yeux de Belle-Isle, la cour de Madrid ne pouvait

refuser d'envoyer à son général l'ordre de concourir activement à la libération du territoire français. Seulement, cette coopération supposait que le général espagnol se conformât aux vues du général français, — « matière si aigre, si difficile, si impossible », estimait Vauréal, que cela semblait presque une gageure de l'entreprendre. Il l'entreprit cependant, et réussit au-delà de ce qu'il attendait : « Je ne vous manderai point, Monsieur, écrivait-il le 2 janvier 1747, le détail de tout ce qui s'est passé : le résultat est qu'avant-hier est parti un ordre à M. de La Mina qu'en cas de différence d'avis entre vous et lui pour la défense de la Provence, il ait à se conformer au vôtre et à y concourir de la manière que vous croirez la plus utile ».

C'était là un succès inespéré. Le but atteint, il ne restait plus qu'à agir. Le maréchal s'y résolut sans même attendre le courrier de Versailles. Le projet auquel il s'était arrêté n'exigeait que deux semaines de subsistances : encore fallait-il pouvoir en assurer rapidement le transport. Faute de voitures en nombre suffisant, le maréchal usa d'un expédient qu'il avait déjà employé : il réquisitionna un certain nombre de paysans, dont chacun fut chargé de porter à dos 60 livres de foin, les uns d'Aix et de Roquevaire à Brignoles, les autres de Marseille et de Toulon au Puget. Ce moyen de fortune réussit pleinement : en huit jours, les quantités de fourrages transportées furent telles qu'il fut possible d'envisager de poursuivre la marche au-delà de la Siagne. Dans cette nouvelle perspective, il fallait que l'armée pût appuyer sa gauche aux montagnes du haut Var et de la haute Siagne. L'ennemi occupant Castellane, la nécessité s'imposait donc de le rejeter tout d'abord de cette position. C'est ainsi que le maréchal de Belle-Isle fut amené à compléter son plan primitif par une offensive sur le Verdon : Castellane devint dès lors le pivot du mouvement général.

II. — LA LIBERATION

Au début de 1747, les troupes alliées occupent les positions suivantes :

A droite, le gros de l'armée française est campé au Puget (20 bataillons) et à Carnoules (19 bataillons), avec des détachements à Pignans, Gonfaron et au Luc, et différents corps à Solliès, à

Toulon, au Bausset et à Signes; treize bataillons sont en outre répartis à Roquevaire, à Gémenos et à Cuges, et trois autres occupent les îles d'Hyères.

A gauche, les Espagnols sont établis à Aix et s'étendent jusqu'à Saint-Maximin, avec, au nord du Verdon, neuf bataillons et dix escadrons, qui campent à Riez.

Des ordres ont été expédiés aux chefs des différents détachements pour se concentrer, les Français dans la région du Puget, les Espagnols autour de Brignoles. L'artillerie, qui se trouve à Toulon, se met en marche pour rejoindre le reste de l'armée. Ces divers mouvements sont achevés le 19 janvier. Le jour de l'offensive générale est fixé au 21 janvier au matin.



Les deux adversaires qui vont s'affronter entre l'Argens et le Var disposent de forces sensiblement égales. Depuis l'arrivée des derniers renforts — dont la queue parvient à Aix le 18 janvier seulement — l'armée combinée comprend 44.000 hommes d'infanterie et environ 6.000 cavaliers (1). Les Austro-sardes, qui eux aussi ont reçu quelques renforts, comptent près de 50.000 hommes, y compris les troupes irrégulières.

Alerté par les mouvements de l'adversaire, en particulier dans la région de Castellane, le comte de Broun a prévu l'offensive et, dès le 10 janvier, il a pris ses mesures. Sur sa droite, qui lui paraît la plus exposée, il a tout d'abord envoyé un premier renfort de 10 bataillons, dont quatre s'établissent à Castellane même, et le reste sur la rive gauche du Verdon; puis, à cinq lieues en arrière, il en a échelonné sept autres. Ce corps d'armée prend ainsi une telle importance qu'un lieutenant-général en reçoit le commandement : c'est le baron de Neuhaus, officier éprouvé, assisté en outre d'un major-général, le chevalier Alciati.

(1) Français : 34.000 fantassins, 3.700 cavaliers ;
Espagnols : 10.000 fantassins, 2.300 cavaliers.

En revanche, faute d'artillerie suffisante, Broun se trouve dans l'impossibilité de pousser plus activement le siège d'Antibes. Il se borne à en faire resserrer le blocus : il y laisse environ 10.000 hommes, sous les ordres du général Roth, qui fait ouvrir la tranchée et établit une parallèle autour des remparts.

Enfin, pour être mieux à portée de secourir Castellane et de surveiller les vallées de la Siagne et de l'Argens, le comte de Broun établit son quartier-général à Grasse, et fait disposer un certain nombre de postes à Saint-Césaire, Escragnoles, Cabris, Saint-Vallier, Mons, Plascassier, Figanière, Saint-Paul et Vence, tandis que les troupes piémontaises, sous les ordres du marquis Balbian, continuaient d'occuper le camp de Cannes.

Telle est la position des ennemis, quand, le 21 janvier à l'aube, l'armée alliée se met en mouvement à la fois par sa droite (Belle-Isle), par son centre (La Mina) et par sa gauche (Maulévrier).

..

La marche est pénible, car il pleut sans arrêt. Or, les soldats sont exceptionnellement chargés. La veille encore, en effet, la question des transports n'était pas résolue. Pour suppléer au défaut de voitures, Belle-Isle a imaginé une variante à l'expédient qu'il a déjà employé : il fait répartir entre les fantassins ce qui reste de fourrage sous forme de bottes ficelées, et assure ainsi huit jours de subsistances à sa cavalerie. La Mina imite cet exemple et fait transporter quatre jours de fourrages par son infanterie et deux jours par sa cavalerie.

Le plan du maréchal est de franchir l'Argens en trompant l'ennemi sur le point choisi. En conséquence, tandis que le gros de l'armée va camper à Gonfaron et que le corps de Mirepoix le précède au Luc, un groupe d'avant-garde, commandé par M. d'Arnault, se porte rapidement sur le pont que tiennent les ennemis entre Vidauban et les Arcs : grâce aux hussards de Ferrari — un corps récemment créé pour faire pièce aux troupes légères de l'ennemi — le pont est enlevé sans que ses défenseurs aient eu le temps de le détruire. Pendant ce temps, vingt compagnies de Grenadiers et de Volontaires royaux, rassemblées à Pignans, se portent sur Cagnet-du-Luc, afin de jeter sur l'Argens un pont



En revanche, faute d'artillerie suffisante, Broun se trouve dans l'impossibilité de pousser plus activement le siège d'Antibes. Il se borne à en faire resserrer le blocus : il y laisse environ 10.000 hommes, sous les ordres du général Roth, qui fait ouvrir la tranchée et établit une parallèle autour des remparts.

Enfin, pour être mieux à portée de secourir Castellane et de surveiller les vallées de la Siagne et de l'Argens, le comte de Broun établit son quartier-général à Grasse, et fait disposer un certain nombre de postes à Saint-Césaire, Escragnoles, Cabris, Saint-Vallier, Mons, Plascassier, Figanière, Saint-Paul et Vence, tandis que les troupes piémontaises, sous les ordres du marquis Balbian, continuaient d'occuper le camp de Cannes.

Telle est la position des ennemis, quand, le 21 janvier à l'aube, l'armée alliée se met en mouvement à la fois par sa droite (Belle-Isle), par son centre (La Mina) et par sa gauche (Maulévrier).



La marche est pénible, car il pleut sans arrêt. Or, les soldats sont exceptionnellement chargés. La veille encore, en effet, la question des transports n'était pas résolue. Pour suppléer au défaut de voitures, Belle-Isle a imaginé une variante à l'expédient qu'il a déjà employé : il fait répartir entre les fantassins ce qui reste de fourrage sous forme de bottes ficelées, et assure ainsi huit jours de subsistances à sa cavalerie. La Mina imite cet exemple et fait transporter quatre jours de fourrages par son infanterie et deux jours par sa cavalerie.

Le plan du maréchal est de franchir l'Argens en trompant l'ennemi sur le point choisi. En conséquence, tandis que le gros de l'armée va camper à Gonfaron et que le corps de Mirepoix le précède au Luc, un groupe d'avant-garde, commandé par M. d'Arnault, se porte rapidement sur le pont que tiennent les ennemis entre Vidauban et les Arcs : grâce aux hussards de Ferrari — un corps récemment créé pour faire pièce aux troupes légères de l'ennemi — le pont est enlevé sans que ses défenseurs aient eu le temps de le détruire. Pendant ce temps, vingt compagnies de Grenadiers et de Volontaires royaux, rassemblées à Pignans, se portent sur Cannet-du-Luc, afin de jeter sur l'Argens un pont



destiné à faire passer sur la rive gauche des détachements qui devront couvrir les équipes chargées de construire des ponts plus solides sur cette partie de la rivière. De leur côté, les Espagnols ont marché sur Carcès, où ils passent l'Argens sans rencontrer de résistance importante. Mais c'est à Castellane que doit se dérouler l'action la plus vive de la journée. Là, en effet, est la position-clé, dont dépend le succès de l'offensive.

**

C'est au corps du Comte de Maulévrier qu'a été confiée la mission de reprendre Castellane. Ses troupes ont été rapidement rassemblées à Chasteuil, enlevé par un audacieux coup de main quinze jours plus tôt. Un corps de 2.500 Suisses au service de l'Espagne a été rappelé de Savoie et est arrivé à Senez. Le marquis de Taubin a été désigné pour en prendre le commandement. Maulévrier convient avec lui d'attaquer Castellane de deux côtés à la fois : les Suisses par la route de Taulanne, les Français par celle de Chasteuil. En toute hâte, Taubin gagne Senez et met aussitôt sa troupe en marche. A minuit, c'est le tour des Français.

La route qui serpente à travers des défilés de montagnes est si pénible que la marche s'en trouve ralentie : l'attaque a été prévue pour le petit jour, et c'est seulement à sept heures que les signaux convenus sont échangés entre les deux troupes. Tandis que les Suisses débouchent sur la gauche par le Pas-de-Saint-Pierre, l'avant-garde française, commandée par le marquis de Trainel, sort vivement du défilé, bouscule les deux postes qui en gardent l'entrée et se forme en bataille aux abords du Verdon. Le comte de Maulévrier dispose alors ses troupes en trois colonnes : celle de droite franchit la rivière et tourne Castellane par l'est; celle de gauche appuie vers le nord pour se joindre aux Suisses; celle du centre a pour mission d'appuyer l'avant-garde, qui, formant le front principal de l'attaque, démasque six pièces de canon et ouvre un feu nourri sur l'ennemi.

A Castellane, l'alarme donnée, on court aux postes de défense. Tout autour de la ville, dans les jardins fermés de murailles, des banquettes de terre ont été levées, des retranchements édifiés. Quelques minutes suffisent à garnir de troupes ces emplacements. Le reste tente de se former en bataille, la droite à la montagne,

la gauche au Verdon. Mais l'attaque a été vivement menée, et les assaillants sont déjà maîtres des points les plus importants. Deux escadrons de dragons français viennent d'ailleurs de franchir le Verdon à gué et escaladent les pentes de la rive opposée. Neuhaus, le général autrichien, comprend qu'il risque d'être bientôt coupé de sa ligne de retraite. Il n'y a plus un instant à perdre : en plusieurs points les lignes de défense ont cédé, et déjà les Suisses ont pénétré dans la ville. Toute résistance paraît illusoire. Il se résigne à donner le signal de la retraite. Celle-ci s'opère d'abord en bon ordre vers le pont du Verdon, qui, en arrière de Castellane, assure la communication avec la route de La Garde. C'est là que l'action décisive va se dérouler.

De l'autre côté du Verdon, des Grenadiers autrichiens défendent l'accès du pont, mais surpris par l'irruption soudaine des Dragons français, ils tirent précipitamment la barrière qui ferme le passage, l'obstruent et se barricadent si bien que leurs propres troupes qui, à ce moment, sortent de la ville, voient leur retraite coupée. Le désordre se met dans les rangs. Neuhaus en personne prend le commandement de l'arrière-garde et organise une énergique résistance pour donner au reste de ses troupes le temps de franchir le pont. Une partie des Grenadiers y parvient, mais le bataillon de Berenklauf et les Esclavons qui combattent aux côtés de leur général sont bientôt accablés sous le nombre. Neuhaus, blessé, rend son épée. Avec lui, dix officiers de son Etat-Major et 287 soldats sont faits prisonniers. Le nombre des morts dépasse la centaine. Les vainqueurs n'ont pas perdu vingt hommes.

Telle fut l'affaire de Castellane.

La rapidité avec laquelle elle a été menée n'a pas permis aux bataillons échelonnés à quelques lieues plus bas d'intervenir. Ils se replient le lendemain sur Grasse, évacuant La Garde, Eoulx, Robion, Taloire, le château de Trigance et Comps. Quant aux débris de la garnison de Castellane, ils parviennent à Séranon à l'entrée de la nuit, et leur arrivée y apporte le désarroi parmi les troupes qui s'y trouvent cantonnées.

**

Cependant, sur les bords de l'Argens, la progression se poursuit : le 22, l'armée française est allée camper au Luc, l'avant-garde à Vidauban. Le 24, elle atteint Lorgues et Le Muy. Cette

approche a déterminé le corps autrichien isolé à Draguignan à se retirer sur Fayence. La ville est occupée quelques heures plus tard par l'avant-garde espagnole. Le même jour, Belle-Isle donne l'ordre à Maulévrier de laisser à Castellane les Suisses du marquis de Taubin et de se porter sur Rougon, afin de soutenir la gauche de l'armée lorsqu'elle s'avancerait sur la Siagne. Le maréchal se rend lui-même à Draguignan pour y attendre l'Infant Don Philippe, qui y arrive le 25 pour prendre le commandement nominal des troupes. Tandis que Maulévrier s'avance jusqu'à Comps, puis de là à Bargème, l'avant-garde espagnole atteint Claviers, et l'avant-garde française Bargemon. Mais la progression la plus sensible s'effectue sur la droite, où le corps du marquis de Mirepoix se porte du Muy à Fréjus. Ce poste est tenu par quatre bataillons et deux cents Croates, qui n'ont que le temps de se retirer non sans perdre une cinquantaine d'hommes et autant de chevaux.

Après un arrêt d'un jour dans la plaine de Saint-Pons pour permettre à l'artillerie d'arriver, la marche reprend le 27. L'avant-garde atteint Fayence, cependant que Mirepoix fait attaquer dans les bois de l'Estérel des retranchements gardés par un bataillon de grenadiers ennemis : les « Volontaires provençaux », récemment levés dans le pays, enlèvent de vive force la position et font un certain nombre de prisonniers. Le temps est toujours très mauvais : « La pluie ne discontinue point, écrit Belle-Isle au ministre; elle entraîne après soi ordinairement toutes sortes d'inconvénients à la guerre, mais ils redoublent dans la situation où je me trouve, forcé de traîner avec moi quantité de subsistances ». Mais la nouvelle que le maréchal vient de recevoir de la levée du siège d'Antibes le détermine à « faire quelques pas plus avant, d'autant plus, ajoute-t-il, que ce mouvement peut déterminer M. de Broun à repasser le Var, et il serait bien triste que le défaut de subsistances m'en empêchât ». En conséquence, le maréchal a proposé à M. de La Mina de porter toute l'armée sur la Siagne et d'en tenter le passage. L'assentiment donné sans réserves par le général espagnol décide Belle-Isle à passer aussitôt à l'action. Les deux journées suivantes vont être décisives.

**

Jusque-là, en effet, l'ennemi n'a pas réagi : il semble disposé à attendre son adversaire sur les positions qu'il occupe en arrière de la Siagne. Broun se prépare si peu à battre en retraite qu'il

vient de diriger trois nouveaux bataillons pour surveiller les mouvements de la gauche française, et qu'un autre bataillon a été rappelé de Nice pour renforcer Saint-Jeannet. Le 26 janvier, un Conseil de Guerre s'est tenu à Grasse : il a décidé d'organiser la résistance sur la Siagne. Cette position est renforcée dans la nuit du 28 au 29 : les bataillons autrichiens s'échelonnent de Saint-Césaire à Château-Bergamas; leur centre est à Vieuxchâteau, face au confluent du Benson et de la Siagne. Quant aux Piémontais, ils ont mission de garder les rives de la Siagne de Château-Bergamas à la mer.

Le plan du maréchal comporte trois opérations qui doivent se dérouler simultanément :

Au centre, à la tête de trente bataillons d'infanterie et des Volontaires royaux, soutenus par les hussards de Ferrari et treize escadrons de cavalerie espagnole, avec vingt pièces d'artillerie, le maréchal lui-même doit se porter sur Tanneron et y jeter un pont de vive-force sur la rivière.

A gauche, La Mina, avec son infanterie renforcée de trois brigades françaises, que commande le maréchal de camp de Chevert, doit remonter la rive droite de la Siagne jusqu'à Escragnoles, d'où il est possible de tourner les sources de la rivière pour déboucher ensuite sur Saint-Vallier et tomber sur Cabris et Grasse. Cette colonne doit alors être soutenue par le corps de Maulévrier, fort de treize bataillons et de deux régiments de Dragons, auxquels se seront joints les Suisses rappelés de Castellane.

Enfin, la colonne de droite est constituée par le corps de Mirepoix, qui s'est porté, le 28, de Fréjus à La Napoule, avec tout le matériel nécessaire pour jeter des ponts sur la basse Siagne.

La liaison est assurée entre les trois colonnes par des détachements que le maréchal a pris soin de disposer le long de la rivière jusqu'à Auribeau vers le Sud, jusqu'à Mons vers le Nord.

Tel est le dispositif d'attaque.



Les mouvements prévus s'exécutent les 29 et 30 janvier. Le pont de Tanneron est attaqué le 30. Des batteries placées sur les hauteurs de la rive droite dispersent les pelotons de hussards et

de Croates qui surveillent les abords de la rive opposée. Les Autrichiens, qui ont rompu le pont, se sont retranchés en arrière afin d'en empêcher le rétablissement. Pour les déloger il faut livrer combat. L'affaire est vive, mais tandis que l'ennemi se défend, les pontonniers ne perdent pas de temps : deux nouveaux ponts sont jetés sur la rivière, l'un d'eux sera achevé dans le courant de la nuit.

Pendant ce temps, La Mina, qui a tourné les sources de la Siagne, occupe Saint-Martin, ce qui lui ouvre la route de Grasse, tandis que Maulévrier s'avance jusqu'à Andon. Quant à Mirepoix, qui est parvenu à La Napoule, il se dispose à franchir la Siagne.

A la fin de la journée, les trois corps d'attaque ont atteint leurs objectifs et sont prêts à une action générale.



Mais les Autrichiens, contre toute attente, renoncent à livrer bataille. Se voyant dangereusement menacé sur sa droite, le comte de Broun craint par surcroît d'être bientôt coupé de sa ligne de retraite. Le bruit court, en effet, dans l'armée, que le maréchal de Belle-Isle a fait équiper cent felouques à Saint-Tropez pour transporter des troupes à l'embouchure du Var et détruire l'unique pont qui assure la communication avec la route de Nice. Enfin et surtout, le manque de subsistances, le triste état de la troupe qui, au dire de Minutoli, est depuis plusieurs jours sans tentes ni paille ni bois, tout cela achève de décider le général autrichien à repasser le Var sans plus tarder.

Cette résolution est prise dans la nuit du 30 janvier. L'armée se met aussitôt en marche; les équipages la suivent; les troupes qui tiraillent encore devant Tanneron reçoivent l'ordre de se replier. A deux heures du matin, l'avant-garde française est maîtresse de toute la rive gauche de la Siagne. Quelques heures plus tard, un courrier des consuls de Grasse arrive au Quartier-général de Belle-Isle : la lettre dont il est porteur apprend au maréchal que l'arrière-garde des ennemis a quitté la ville à la pointe du jour sur deux colonnes : l'une a pris le chemin de Biot, l'autre celui de Villeneuve, à l'exception de quelques troupes irrégulières qui ont pris la direction de Vence.

Des ordres sont aussitôt envoyés aux différents corps d'avant-garde de serrer de plus près l'ennemi. Mais le manque de farines et de fourrages ralentit la marche du gros de l'armée. « L'article de mes subsistances me fait toujours trembler, écrit Belle-Isle à d'Argenson en lui rendant compte de la retraite des ennemis. Mais l'important de l'objet et le succès complet jusqu'à présent animent toute l'armée et font passer par-dessus la disette de toutes choses. Je ne puis assez louer le zèle des officiers, dont plus de la moitié fait toutes les marches à pied, et la patience des soldats qui ont marché dans la boue, la pluie sur le corps, et portant de plus le fourrage gaiement. Il est vrai qu'un de mes principaux soins a été de leur faire trouver partout du bois et de la paille dans leurs camps, dont ils n'ont point encore manqué, que je fais arriver des vivres de tous les derrières, et que le pain blanc ne se vend que 4 sols et le vin 5 sols le pot. Aussi n'avons-nous presque point de malades... Je ne compte pas que nous ayons perdu jusqu'à ce jour cinquante hommes au total, tués ou blessés. »

Le 31 janvier, toute l'armée se porte sur Grasse. Les différents corps y arrivent le 1^{er} février à la fin de la matinée. La veille, l'ennemi a repassé le Loup; seule, l'arrière-garde autrichienne se trouve encore à Vence. La difficulté du ravitaillement empêche encore l'armée de poursuivre l'ennemi. Belle-Isle doit se résigner à n'envoyer que deux détachements : l'un sous les ordres de son frère, composé de dix mille fantassins et quinze cents cavaliers, marche sur Villeneuve; l'autre, formé par le corps de Maulévrier, occupe Saint-Jeannet.

L'arrivée du chevalier de Belle-Isle détermine les ennemis à hâter leur retraite en arrière du Loup, dont ils rompent les ponts. Comme le temps manque pour en rétablir de nouveaux, la rivière est franchie à gué en différents points. Mais déjà l'arrière-garde autrichienne est arrivée à Saint-Laurent. Le gros de l'armée achève de repasser le Var, y compris les divisions du général Roth, qui vient d'abandonner en hâte le blocus d'Antibes. Le 5 février, à huit heures du matin, toutes les troupes ennemies ont achevé de franchir la rivière.

Quand les grenadiers du chevalier de Belle-Isle parviennent sur les hauteurs de Saint-Laurent, les dernières unités s'emploient activement à rompre le pont. Mais l'ouvrage a été si solidement

construit par les Anglais que l'opération exige plusieurs heures de travail. Le capitaine Berthelet, un officier du régiment de Foix, qui commande une compagnie d'avant-garde, comprend d'un coup d'œil la situation : il lance sa cavalerie, que suivent au pas de course les grenadiers. En quelques instants, les Esclavons qui occupent le village pour couvrir les travailleurs, sont culbutés, faits prisonniers. Le chevalier de Belle-Isle, qui a suivi de près, fait prendre d'assaut les maisons qui avoisinent le pont; il les fait aussitôt munir de huit pièces de canon qui ouvrent un feu violent sur les pontonniers, bientôt forcés d'abandonner leur tâche.

Cependant les Autrichiens ont jeté deux compagnies de grenadiers dans l'île qui sépare les deux bras du fleuve; ils y font placer une batterie qui riposte au feu des canons français. La nuit arrive : ils barricadent avec des traverses et des troncs d'arbre la partie du pont dont ils sont les maîtres. De la rive droite, on les voit dresser hâtivement des levées de terre derrière lesquelles ils vont se retrancher. Pendant ce temps, à la faveur de l'obscurité, de nouvelles équipes s'efforcent de reprendre la destruction du pont. La tentative avorte, car Belle-Isle, lui aussi, a voulu profiter de la nuit pour avancer à droite et à gauche du pont : une fusillade meurtrière accueille l'approche des ennemis, rendant tout travail impossible. Mais les Autrichiens n'entendent pas renoncer à leur entreprise : on voit soudain des feux s'allumer sous les piles les plus voisines de l'île : munis de fascines goudronnées, fournies par les vaisseaux anglais qui mouillent non loin des côtes, des canoniers sont entrés dans l'eau jusqu'à la poitrine et tentent de mettre le feu aux poutres qui soutiennent le tablier du pont. Des berges de l'île une fusillade empêche les Français d'arrêter l'incendie naissant. Mais le feu se propage difficilement, et c'est à peine s'il parvient à consumer quelques toises de la partie du pont jetée sur le bras principal.

Quand le jour se lève, les deux adversaires tiennent chacun leurs positions de la veille, et s'il est impossible aux Autrichiens de détruire la partie dont les Français sont maîtres, il n'est pas moins impossible aux Français d'empêcher les Autrichiens de rompre ou d'incendier celle qui reste en leur possession.

La campagne avait duré exactement deux semaines. Elle devait être complétée, au mois de mai suivant, par l'expédition des îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, qui, longuement retardée par des vents contraires, se termina par la capitulation des garnisons autrichiennes, en dépit des efforts de l'amiral Bing pour venir à leur secours.

Dès le 3 février 1747, Belle-Isle pouvait écrire au comte d'Argenson : « Voilà enfin la Provence délivrée et Antibes secourue à temps. Il eût sans doute été plus brillant pour les armées du roi de gagner une bataille, mais Sa Majesté eût perdu de bons et braves sujets. Toute cette expédition ne nous coûte pas cent hommes, et je puis assurer par toutes les supputations que j'ai faites que M. de Broun en a perdu entre cinq et six mille, tués ou désertés. » Sans les difficultés du ravitaillement, qui, à deux reprises, avaient paralysé l'armée française, l'ennemi aurait certainement subi des pertes plus lourdes. Aussi bien, la fatigue des troupes empêchait-elle de poursuivre l'offensive au-delà du Var. Il ne s'agissait plus que de prendre les quartiers d'hiver jusqu'au moment où la saison permettrait de nouvelles opérations. Dès les premiers jours de février, les Espagnols allèrent s'établir dans la vallée du Rhône et dans le Languedoc. Pour les troupes françaises, le problème était moins simple. En effet, après avoir repassé le Var, les ennemis, craignant l'invasion du comté de Nice, s'étaient établis en front de bandière et n'avaient renvoyé sur leurs arrières que la cavalerie piémontaise. Ce fut seulement lorsqu'il eut la certitude que les forces de l'adversaire se disposaient à se séparer que Belle-Isle put faire partir différents corps pour les quartiers d'hiver qui leur avaient été assignés : le Quartier-général étant établi à Brignoles, le gros de l'armée fut réparti entre le Var et la Siagne, d'une part, et entre la Siagne et l'Argens, d'autre part, avec quelques bataillons en Dauphiné et en Languedoc.



Pendant cette campagne d'hiver, les mesures prises par le maréchal pour faire subsister les troupes dans un pays privé de ressources et en partie dévasté, l'énergie qu'il avait su communiquer à ses subordonnés, la sûreté de ses dispositions, enfin la fermeté avec laquelle officiers et soldats avaient supporté la

fatigue des marches et la rigueur de la saison, avaient assuré le succès des opérations. Un officier général de l'armée de Provence, peu enclin à l'enthousiasme, le marquis de Langeron, n'hésite pas à noter, dans ses mémoires inédits conservés à la Bibliothèque Nationale : « On croit qu'il n'est pas possible de se conduire avec plus de sagesse que fit alors le maréchal de Belle-Isle. Pour juger de la beauté de sa manœuvre, il faut se rappeler l'état où il a trouvé la Provence : le peuple abattu et consterné, fuyant l'ami ou l'ennemi, ne connaissait de salut que dans la fuite, trop aveuglé par la frayeur pour rester dans sa maison et y attendre les événements; les places ouvertes, dépourvues de munition et d'hommes; les magasins vides de tout ce qui était nécessaire pour une armée; des ports sans vaisseaux, sans matelots, sans bois, sans agrès; enfin, il ne trouva que des champs arides, des maisons désertes, une armée qui n'en avait que le nom; les bataillons — à la réserve de sept ou huit — ne passaient pas 200 ou 250 hommes; les soldats étaient mal traités, sans souliers, mal armés, sans officiers... Telle était la situation des troupes du roi, quand M. le Maréchal de Belle-Isle vint se mettre à leur tête. Il en sentit toute la dureté; mais un travail infatigable et une patience à l'épreuve des plus grands obstacles l'empêchèrent de se décourager » (2).

Les faits d'ailleurs parlent d'eux-mêmes sans qu'il soit nécessaire d'insister davantage. Mais ce ne sera pas amoindrir les mérites du général et de son armée que de relever les autres causes qui avaient travaillé dans le même sens. Le duc de Broglie remarque non sans raison, à propos de l'invasion de la Provence en 1746 que « l'expédition elle-même n'avait pas été plus du goût des généraux autrichiens et piémontais que de leurs souverains ». Les gouvernements de Vienne et de Turin s'étaient laissés forcer la main par l'Angleterre, et Charles-Emmanuel, en particulier, craignant toujours d'être pris à revers par la Savoie et le Dauphiné, n'avait pas vu sans inquiétude l'éloignement d'une partie de ses troupes. Quant au comte de Broun, il n'avait exécuté qu'à contre-

(2) *Mémoires inédits du marquis de Langeron*, t. III, p. 418 (Nouvelles acquisitions françaises, n° 362).

cœur les ordres de son gouvernement : « il n'avait point été d'avis de porter la guerre en Provence, note le marquis de Langeron, et regardait comme suffisant à sa gloire d'avoir forcé une armée plus forte que la sienne à se retirer de Plaisance à Grasse. Marie-Thérèse avait eu d'autres ambitions : en portant la guerre sur le sol de France, elle entendait contraindre le roi à suspendre ses conquêtes, à retirer de Flandre une partie de ses troupes pour s'opposer à l'invasion du pays. Exécuté un mois plus tôt, ce projet eût assurément pu porter un coup terrible à la France; mais, au mois de décembre, la campagne de Flandre était finie, et l'on pouvait sans inconvénient retirer une partie des troupes de ce théâtre d'opérations pour les amener en Provence » (3).

Le tort du comte de Broun fut peut-être de n'avoir pas su tirer un meilleur parti des circonstances : en agissant avec assez de rapidité et de vigueur, il aurait pu, avant que son adversaire fût en force, occuper le massif montagneux côtier, et s'y établir de façon à ne pouvoir en être délogé; enfin, en utilisant la flotte anglaise pour le transport de ses vivres, il aurait pu harceler davantage un adversaire qui ne cessait de se retirer devant lui, le pousser le plus loin possible, enlever toutes les subsistances, prélever de fortes contributions de guerre sur les habitants des villes, et opérer sa retraite dès qu'il aurait vu les troupes françaises prêtes à marcher sur lui.

Il faut ajouter qu'une parfaite intelligence était fort loin de régner entre les officiers des deux armées : la hauteur insolente des Autrichiens les faisait détester des Piémontais, humiliés d'être partout en sous-ordres et rarement consultés. En outre, si l'on en croit Minutoli, la pire incurie aurait sévi dans l'administration de l'armée : peu de magasins et presque vides, nul souci de s'assurer des subsistances ni de les conserver, un gaspillage général, qui ne tarda pas à entraîner dans les rangs avec la plus affreuse misère une désertion scandaleuse.

Enfin, on ne saurait trop insister sur les conséquences de la révolution de Gênes, qui, en ôtant à l'armée austro-sarde la princi-

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 431.

pale ressource de son ravitaillement — sans compter 4.500 hommes de ses meilleures troupes — produisit une diversion inattendue qui ne pouvait que hâter la retraite du comte de Broun.



Quoi qu'il en soit, Autrichiens et Piémontais venaient d'être chassés de Provence; ils devaient l'être bientôt du comté de Nice. Mais, en ce début de 1747, c'était déjà, au dire du maréchal de Noailles, peu suspect de complaisance à l'égard de Belle-Isle, « un résultat inespéré ». Plus enthousiaste, Pâris-Duverney écrivait au maréchal : « Vous êtes parvenu à exécuter un projet qui, pour les connaisseurs, est sans exemple », tandis que, de Madrid, l'ambassadeur Vauréal, renchérissant encore, s'écriait : « Vous serez désormais appelé Belle-Isle le Provençal! » Quant au comte d'Argenson, sa satisfaction, pour être plus mesurée, n'en éclata pas moins : « Vous aviez si bien préparé cet heureux événement, écrit-il le 13 février au maréchal, vos dispositions de marches et de mouvements pour gagner le flanc et les derrières de l'ennemi ont été combinées avec tant de justesse et de précision, que le roi n'a point été étonné de la retraite précipitée de M. de Broun à votre approche, et Sa Majesté ne peut être qu'infiniment satisfaite d'une opération qui, en délivrant une province des malheurs de la guerre, fait perdre aux ennemis près de six mille hommes dans leur retraite... pendant qu'elle ne nous en a pas coûté plus de cent, ce qui est incroyable vu la fatigue énorme des troupes et la quantité d'actions particulières essuyées... Sa Majesté voit parfaitement les avantages qui peuvent résulter de cet événement, et me charge de vous dire combien elle est contente du service important que vous venez de lui rendre... » (4).

Ainsi prenait fin une campagne qui libérait de l'envahisseur une des plus précieuses provinces françaises.

Pierre GRILLON.

(4) Arch. Guerre, vol. 3221, pièce 87.